NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2013

Expériences
réelles en gestion

AgriSuccès

fcc

Les Keddy ont trouvé une nouvelle source de revenu en Nouvelle-Écosse

ARTICLES-VEDETTES

10 Préparez-vous à la hausse des taux d'intérêt
Des exploitations différentes ont besoin de stratégies différentes en ce qui a trait aux taux d'intérêt.

12 Apprendre à concilier travail et vie personnelle
Les producteurs sont parfois si déterminés à achever un travail qu'ils négligent leur bien-être et celui de leur famille.

14 Le houblon, une culture prometteuse pour les cultivateurs de l'Ontario
Les bières artisanales des microbrasseries créent une demande pour le houblon ontarien.

RUBRIQUES

2 *Votre argent*
Le marché des devises influe sur votre résultat net
Aperçu des outils que vous pouvez utiliser pour vous protéger contre les fluctuations de la valeur des devises.

4 *Jeunes agriculteurs*
Franc succès pour un producteur de patates douces
Découvrez comment Philip Keddy est devenu l'un des rares producteurs commerciaux de patates douces au Canada atlantique.

8 *Les facteurs qui changent la donne*
Combattre la résistance aux herbicides
Les mauvaises herbes résistantes aux herbicides transforment la façon dont nous pratiquons l'agriculture.

17 *Demandez à un expert*
Il faut intensifier la recherche sur les techniques de pulvérisation, selon un expert
Tom Wolf, spécialiste de la pulvérisation, répond à certaines des questions les plus fréquentes au sujet de l'application par pulvérisation.

19 *Gestion du risque*
Ne sous-estimez pas le risque d'invalidité
Le risque de blessure non mortelle chez les agriculteurs est cinq fois plus élevé que la moyenne canadienne.

20 *Sécurité à la ferme*
Le nombre de décès en milieu agricole est en baisse, mais demeure trop élevé
Analyse des statistiques sur les accidents mortels à la ferme.

NOVEMBRE / DÉCEMBRE 2013

En couverture :
À l'origine, la ferme des Keddy était une exploitation de fraises et de framboises. Lorsque l'occasion de faire l'essai d'une nouvelle culture s'est présentée, les Keddy ont décidé de diversifier leur production, sans toutefois savoir qu'il leur faudrait des années avant que leur produit atteigne l'étape de la commercialisation. (page 4)

Rédacteur en chef, Kevin Hursh
Rédactrice adjointe, Allison Finnamore

Photographie originale de Greg Huszar

Il est possible de reproduire les photos et les articles de ce numéro avec notre autorisation. Communiquez avec nous en composant le 306-780-3278.

This publication is also available in English.
fcc.ca/agrisuccess

AgriSuccès a obtenu des prix des secteurs des revues de l'industrie et des revues spécialisées, dont :

- Le Felix Schmaltz Award dans la catégorie General Periodical; médaille de bronze en 2009 et 2012; médaille d'argent en 2010 et 2011; médaille d'or en 2008
- Prix merit en 2006, 2007 et 2011; prix Excellence en 2009 et 2010

Les rédacteurs et les journalistes d'*AgriSuccès* tentent de fournir une information et des analyses exactes et utiles. Les rédacteurs et FAC ne garantissent pas la précision de l'information contenue dans ce journal et ne sauraient être tenus responsables de toute action ou décision prise par le lecteur à la lecture de ce journal.

Abonnez-vous gratuitement au fac.ca/agrisucces.

@FACagriculture

youtube.com/FACTVenligne

facebook.com/FACAgriculture

Lettre du rédacteur

Dans chaque numéro, nous nous efforçons d'adopter un ton positif et optimiste, ce qui est habituellement facile à faire étant donné la solidité de l'économie agricole ces dernières années. Toutefois, vous constaterez que certains articles du présent numéro incitent à la prudence.

Hausse (inévitable) des taux d'intérêt, mauvaises herbes résistantes aux herbicides, risque d'accident, invalidité et décès. Ces sujets sont peut-être un peu sombres, mais nous considérons important de les aborder et nous nous sommes efforcés de mettre l'accent sur les solutions.

Nous vous proposons aussi des chroniques intéressantes sur la façon de protéger votre ferme contre les fluctuations des taux de change et de trouver un équilibre raisonnable entre le travail et la vie personnelle.

Par ailleurs, vous trouverez les réponses d'un expert à certaines des questions les plus fréquentes sur la pulvérisation. Si les producteurs de cultures s'apprêtent en ce moment à remiser leur pulvérisateur pour l'hiver, il n'en demeure pas moins que celui-ci est devenu l'équipement le plus utilisé à la ferme.

Par souci d'équilibre avec les sujets mentionnés plus haut, nous vous proposons plusieurs articles encourageants et motivants. En l'occurrence, il est question d'un nouveau débouché créé par la culture du houblon pour une poignée de producteurs en Ontario, et d'un jeune producteur de la Nouvelle-Écosse, Philip Keddy, qui a réussi à mettre sur pied une exploitation florissante de patates douces.

Même si la majorité d'entre nous risquent peu de cultiver un jour du houblon ou des patates douces, il est intéressant de voir comment des agriculteurs ont su saisir les occasions qui se présentaient, car la même recette peut également s'appliquer à d'autres cultures.

Après avoir lu ce numéro, envoyez-nous donc un courriel pour nous dire quels articles vous avez préférés et pourquoi. Si certains ne vous ont pas plu, nous voulons aussi le savoir. Vos commentaires nous aident beaucoup à choisir les articles des prochains numéros. Bien entendu, si vous avez des suggestions d'articles, n'hésitez pas à nous les transmettre également. Mon adresse courriel est kevin@hursh.ca et mon compte Twitter est @kevinhursh1.

AgriSuccès est un magazine de FAC voué à aider les producteurs à améliorer leurs pratiques de gestion en leur offrant de l'information pratique, des exemples concrets et des idées novatrices.

Protégez votre résultat net en optant pour la **couverture de change**

Partout dans le monde, le marché des devises évolue en dents de scie depuis quelques années. Au cours des 12 derniers mois, le dollar canadien a oscillé entre 0,94 $US et 1,04 $US, soit une fluctuation de près de 10 % en seulement un an. Étant donné que les marges bénéficiaires de nombreuses exploitations agricoles sont inférieures à 10 %, des fluctuations aussi marquées peuvent faire la différence entre profit et perte.

Le taux de change est le taux auquel la monnaie d'un pays s'échange contre celle d'un autre pays, explique Brendan McGrath, directeur national du risque d'entreprise chez Western Union Business Solutions à Victoria, en Colombie-Britannique. Le Canada et les États-Unis forment la plus grande zone d'échanges commerciaux au monde. Environ 1,3 milliard de dollars US de biens circulent entre les deux pays quotidiennement et chacune de ces ventes nécessite une opération sur devises. Toutefois, ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan du marché mondial des devises, dont les échanges quotidiens sont estimés à près de 4 billions de dollars US.

La valeur d'une monnaie est déterminée par les lois de l'offre et de la demande et peut changer en une fraction de seconde.

Jusqu'à tout récemment, les Canadiens étaient accoutumés à voir la valeur du huard augmenter et baisser lentement par rapport au dollar des États-Unis, comme un navire sous l'effet des marées. Ces fluctuations se produisaient si lentement que les producteurs agricoles adaptaient et modifiaient leurs activités pour s'ajuster sans même avoir conscience de ce qu'ils faisaient. Les changements soudains, toutefois, peuvent porter un dur coup à votre résultat net parce qu'ils influent sur le prix de tout ce que vous achetez et vendez.

Ces fluctuations se font particulièrement sentir si vous vendez la production de votre ferme à un client des États-Unis ou d'un autre pays, ou si vous effectuez vos opérations de couverture des ventes à une bourse des États-Unis. Imaginez par exemple un agriculteur canadien qui décide de profiter d'un prix avantageux pour le blé en achetant un contrat à terme de décembre 2013 à la Bourse de Kansas City, à un prix de 7,16 $US le boisseau. Si les taux de change fluctuent au cours des prochains mois aussi fortement qu'ils l'ont fait ces derniers temps, le prix de ce boisseau de blé pourrait bien varier entre 6,77 $ et 7,44 $.

« Si vous achetez et vendez une marchandise dont le prix est fixé dans une autre devise, il est très important d'adopter une politique de couverture de change, dit M. McGrath. Personne ne sait quelle direction prendront les marchés des devises, alors une telle pratique peut rapidement devenir difficile à gérer sans une politique efficace. »

Options de couverture de change

Trois options s'offrent aux producteurs. La première consiste à ne rien faire. Quelquefois, on s'en sort bien, d'autres fois pas.

La deuxième consiste à acheter une option sur devises. Une option, comme le sous-entend le terme, vous donne le droit, mais non l'obligation, d'acheter une devise à un prix donné en cas de besoin. Toutefois, une option sur devises coûte de l'argent et c'est pourquoi la majorité des gens préfèrent utiliser la troisième option, soit souscrire un contrat de change à terme non livrable.

« Les contrats de change à terme non livrable sont de plus en plus populaires auprès des producteurs agricoles parce qu'ils sont sans frais, indique M. McGrath. On exigera peut-être un dépôt, un peu comme un dépôt de garantie, mais sinon, ils sont absolument sans frais. Essentiellement, ce qu'il en coûte d'utiliser cette option est inclus dans le taux que nous offrons au producteur. »

Supposons qu'un éleveur de porcs a conclu une entente pour vendre 1 000 porcs dans trois mois au prix actuel de 85 $US à la Bourse de Chicago. Pour atténuer le risque de dépréciation du dollar des États-Unis, le producteur peut souscrire un contrat de change à terme non livrable qui lui permet de vendre au prix de 85 000 $US et de racheter des dollars canadiens dans trois mois au taux actuel.

Si, dans trois mois, le dollar canadien est passé de 1,04 $ à 1,02 $US, le producteur touchera quand même les 85 000 $US prévus au contrat pour les porcs, mais au lieu de recevoir les 88 400 $CAN auxquels il s'attendait, il ne recevra que 86 700 $CAN. Toutefois, le contrat de change à terme non livrable viendra à échéance au même moment et comblera la différence. Ainsi, le gain réalisé aux termes du contrat aura compensé complètement la perte de recettes.

Évitez la spéculation

Les producteurs devraient transiger sur le marché des devises uniquement pour se protéger contre le risque de change, souligne M. McGrath. Si vous le faites à des fins de spéculation dans l'espoir d'accroître vos profits, vous risquez de vous heurter rapidement à des problèmes financiers.

« Utilisez le marché des devises comme outil de gestion du risque, conseille M. McGrath. Beaucoup s'en servent à des fins spéculatives et au lieu de protéger leur résultat net, ils entraînent des pertes financières pour leur entreprise. »

Si vous avez vraiment envie de spéculer tout en vous protégeant, vous pouvez toujours acheter une option sur devises, fait valoir M. McGrath. Les options vous permettent d'éliminer votre risque de perte en cas de baisse, tout en vous donnant une chance de réaliser un gain en cas de hausse.

On conseille aux producteurs de consulter un professionnel s'ils ne connaissent pas bien les outils de couverture de change.

PAR LORNE McCLINTON
Lorne McClinton travaille dans le domaine de la communication depuis 20 ans en tant que journaliste, photographe, scénariste et rédacteur d'entreprise. Il partage son temps entre le Québec et son exploitation céréalière située en Saskatchewan.

Franc succès pour un producteur de patates douces

Lorsque la nouvelle génération intègre l'entreprise agricole, nombre de familles d'agriculteurs sont confrontées au défi de trouver de nouvelles sources de revenu. Un défi auquel Philip Keddy et son père Charles ont également dû faire face.

Pour les Keddy, saisir la bonne occasion et faire preuve de persévérance ont permis de transformer ce défi en un avenir solide pour Philip, âgé de 29 ans. En sept ans, leur ferme est passée de site d'essais de patates douces à l'une des rares exploitations commerciales de ce légume au Canada atlantique.

À la base, Keddy's Nursery produit des fraisiers, soit quelque 19 millions de boutures de fraisiers à racines nues chaque année, dont environ deux tiers sont exportées aux États-Unis. Située dans la région de Kentville de la vallée de l'Annapolis, en Nouvelle-Écosse, la pépinière est aussi un bastion de la production commerciale de boutures de framboisiers.

Charles Keddy a démarré l'exploitation au début des années 1970 et la vie à la ferme est celle que Philip connaît depuis toujours. Après l'école et pendant les vacances estivales, Philip prêtait main-forte à son père. C'est pourquoi entrer au service de l'entreprise familiale n'a pas vraiment été un choix de carrière, mais plutôt une migration heureuse après l'obtention de ses diplômes en techniques agricoles et en phytotechnie de l'ancien Collège d'agriculture de la Nouvelle-Écosse, qui fait aujourd'hui partie de l'Université Dalhousie. C'est maintenant lui qui gère l'exploitation.

« Je ne m'imaginais pas faire autre chose », confie-t-il.

À l'époque où Philip est revenu à la ferme, un centre de recherche agricole de la région était à la recherche de sites pour établir des parcelles d'essais de patates douces. Ce légume n'est pas une culture traditionnelle du Canada atlantique parce que les températures du sol y sont fraîches, ce qui fait que la saison de croissance est plus courte, et que les patates douces sont intolérantes au gel. Toutefois, on trouve dans la vallée de l'Annapolis, une région reconnue pour sa production horticole, un microclimat que les chercheurs (et les Keddy) jugeaient propice à l'essai de cette nouvelle culture. Pour Philip, cette perspective était trop belle pour être ignorée.

« À l'origine, notre ferme était une exploitation de fraises et de framboises, indique-t-il. Nous avions toujours dit qu'il serait bénéfique de nous diversifier, et voilà que l'occasion se présentait. Notre ferme avait atteint la limite de sa capacité, tant sur le plan de la rotation des terres et de la main-d'œuvre que des bâtiments d'entreposage frigorifique. »

Philip savait aussi que son père, qui est maintenant dans la jeune soixantaine, ne prendrait pas sa retraite avant un certain temps et qu'il apporterait un soutien technique.

Au cours des premières années de l'essai, les Keddy ont cultivé plusieurs variétés sur des parcelles d'environ un demi-acre. Durant les deux années qui ont suivi l'essai, ils ont agrandi les parcelles à environ trois acres et ont étudié plus à fond les subtilités de cette culture et de sa production.

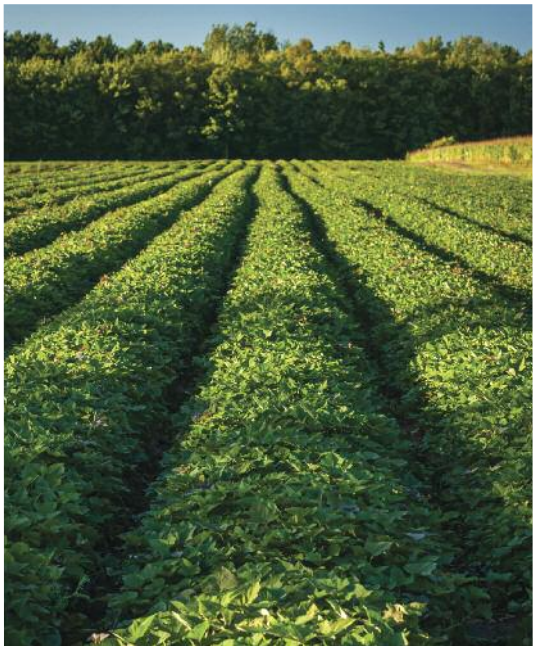
« C'était une production à très petite échelle; nous expérimentions les techniques, relate Philip. Notre rendement n'était pas extraordinaire. »

Philip s'est attelé à la tâche. Il s'est servi de minitunnels de plastique pour réchauffer le sol et s'est efforcé d'élargir la clientèle de la ferme au marché de producteurs de Halifax par l'intermédiaire d'un vendeur qui s'y rendait déjà chaque semaine.

Ses efforts ont commencé à porter fruit durant l'année de production 2010-2011. Cette année-là, les tubercules étaient de belle taille, les minitunnels donnaient les résultats escomptés, d'autres complexités avaient été maîtrisées et la superficie de production était passée à six acres. « Nous obtenions enfin une

Persévérer et construire un entrepôt adapté, ou abandonner complètement la production de patates douces.

1



récolte de belle taille et étions en mesure de couvrir nos coûts », se rappelle Philip.

Malheureusement, un revers de fortune s'est produit à l'automne : une grande partie de la récolte a été perdue en raison d'un entreposage inadéquat. Découragés, Philip et son père ont compris qu'ils étaient arrivés à un tournant.

« Nous avions une décision à prendre : persévérer et construire un entrepôt adapté, ou abandonner complètement la production de patates douces. Nous étions à la croisée des chemins. »

Ils ont décidé de se lancer corps et âme et, en 2012, ils ont récolté 12 acres de patates douces qu'ils ont entreposées dans un nouvel entrepôt à ambiance contrôlée construit au coût de 300 000 $. Cette année, ils ont récolté 21 acres de patates douces.

L'expansion de l'entreprise de patates douces a permis à la ferme de collaborer de plus en plus avec des jardineries et des petits producteurs. Lorsqu'elle reçoit ses boutures herbacées de la Caroline du Nord au printemps, Keddy's Nursery s'assure de recevoir aussi des boutures de patates douces destinées à d'autres producteurs.

L'entreprise a maintenant atteint un stade où Philip cherche à trouver le juste équilibre entre la livraison d'un produit de haute qualité et la réduction du coût de production.

Les patates douces sont une culture à forte intensité de main-d'œuvre et requièrent des soins spéciaux au Canada atlantique. Vu la fragilité des plants, l'ensemencement est effectué à la main en juin après que tout risque de gel est écarté, puis les patates sont récoltées manuellement vers la deuxième semaine d'octobre, avant que le sol devienne trop froid. Ensuite, la récolte est acheminée au nouvel entrepôt, lequel est maintenu à une température de 29 °C et à un taux d'humidité de 90 % pendant les 10 premiers jours.

L'ensemencement et la récolte à la main et l'utilisation de minitunnels de plastique sur 21 acres coûtent cher, concède Philip, mais ce sont des conditions essentielles pour obtenir un produit de haute qualité.

« Lorsqu'on veut obtenir un produit de bonne qualité, on doit prendre toutes les mesures et apporter tous les soins nécessaires en cours de route », dit-il.

Néanmoins, la réduction du coût de production ouvre la porte à une compétitivité accrue et à une commercialisation à plus grande échelle.

« C'est bien de cultiver des produits locaux, mais si nous sommes incapables de livrer concurrence, il n'y a aucun intérêt à en produire. C'est pourquoi nous cherchons à comparer nos coûts de production avec ceux des États-Unis et de l'Ontario. »

L'année dernière, Philip a conclu un contrat avec la chaîne d'alimentation Sobeys, à laquelle il a expédié environ 4 000 caisses de 40 livres. Il est en bonne voie d'en vendre au moins la même quantité cette année, en plus de fournir certains marchés de producteurs régionaux.

Les producteurs intègrent souvent des parcelles d'essai pour soutenir la recherche, indique Philip, et il peut falloir des années avant que le produit atteigne l'étape de la commercialisation. Pour sa part, il produit avec succès une culture unique dans sa région et conseille vivement aux producteurs de prendre le temps de résoudre les questions liées à la production pendant leur apprentissage au sujet d'une nouvelle culture.

« Il nous a fallu des années pour apprendre comment produire des patates douces, mais nous n'avons jamais baissé les bras », dit-il. De surcroît, la production d'une nouvelle culture l'a aidé à trouver et à préciser son rôle dans la ferme familiale, à bâtir sa confiance et à prendre plus de responsabilités.

PAR **ALLISON FINNAMORE**
Allison Finnamore vit au Nouveau-Brunswick et cultive les mots. Elle est communicatrice dans les domaines de l'agriculture et des affaires depuis près de 20 ans. Ses articles paraissent dans différentes publications nationales. Elle aide aussi l'industrie à promouvoir l'agriculture et la vie rurale.

PHOTO / page précédente : 1 – Bouture de fraisier

Et si des experts du secteur agricole venaient vous rencontrer?

Carrefour du savoir agricole

C'est une combinaison parfaite : vous connaissez votre entreprise et des experts de renom au Canada, spécialisés en gestion agricole, connaissent leurs domaines à fond! Obtenez des conseils judicieux que vous pouvez mettre en pratique dès maintenant.

Jetez un coup d'œil à la liste d'experts qui seront présents lors des événements du Carrefour du savoir agricole de FAC ayant lieu dans votre région cette année. L'inscription est gratuite.

fac.ca/savoiragricole

Financement agricole Canada
Pour l'avenir de l'agroindustrie

Canada

LES FACTEURS QUI CHANGENT LA DONNE

Combattre la résistance aux herbicides

Le problème n'est pas nouveau. On observait déjà des mauvaises herbes résistantes aux herbicides au Canada à la fin des années 1980. Mais la situation ne cesse de s'aggraver et son influence sur les pratiques agronomiques se fait de plus en plus sentir.

Le dernier signal d'alarme provient de la découverte de kochia à balais résistant au glyphosate dans le sud de l'Alberta et de sa propagation subséquente en Saskatchewan. On estime que 90 % de la population de kochia à balais est déjà résistante aux produits chimiques du groupe 2, si bien qu'il existe maintenant différents types de résistance dans la population de cette mauvaise herbe prolifique.

Selon l'Université de Guelph, 29 espèces de mauvaises herbes résistantes aux herbicides ont été découvertes en Ontario et la résistance toucherait sept groupes d'herbicides. Parmi les espèces répertoriées, la grande herbe à poux et la vergerette du Canada ont également développé une résistance au glyphosate.

Considéré par de nombreux observateurs comme le meilleur herbicide au monde, le glyphosate pourrait devenir pratiquement inutile si la résistance continue à se propager.

Le glyphosate est relativement bon marché. Ainsi, au lieu de le mélanger en cuve avec un autre herbicide à mode d'action différent, il est moins coûteux et plus facile d'utiliser une dose plus forte de glyphosate. Cette méthode est toutefois appelée à changer.

Depuis des années, on nous rappelle l'importance d'utiliser en alternance des herbicides de groupes différents pour se prémunir contre le développement de la résistance. Même si ce principe est toujours important, les scientifiques croient maintenant qu'il vaut mieux, dans la mesure du possible, utiliser ensemble deux produits à modes d'action différents.

Une fois que la résistance se développe dans une population de mauvaise herbe, il n'y a pas de solution magique. On peut avoir l'impression qu'il y a beaucoup de nouvelles solutions d'herbicide qui arrivent sur le marché chaque année, mais il s'agit essentiellement de nouveaux mélanges de produits génériques qui portent des appellations commerciales différentes. En réalité, il y a très peu de nouveaux modes d'action en cours de développement.

Les agents biologiques peuvent avoir un rôle à jouer, en particulier si on les mélange avec des herbicides. Malheureusement, les produits biologiques sont généralement peu efficaces contre les mauvaises herbes. En outre, les doses d'application ne sont pas nécessairement pratiques pour traiter un champ entier.

L'amélioration génétique des cultures pourrait permettre de produire de nouveaux caractères de tolérance aux herbicides (comme le soja tolérant au dicamba), mais notre principale alliée est la gestion agronomique. La rotation des cultures, par exemple, facilite l'utilisation de différents herbicides en post-levée, en plus de réduire la formation de maladies.

Si les mauvaises herbes résistantes aux herbicides reçoivent beaucoup d'attention, les mêmes principes s'appliquent aux maladies : utilisez à répétition un fongicide ayant le même mode d'action et les organismes pathogènes finiront par développer une résistance.

La lutte contre les mauvaises herbes est en pleine évolution et celle contre les maladies empruntera bientôt la même voie. Nous devons donc adopter des pratiques agricoles judicieuses si nous voulons garder une longueur d'avance.

PAR **KEVIN HURSH**

Kevin Hursh est agrologue-conseil et journaliste et travaille de Saskatoon, en Saskatchewan. Il exploite aussi une exploitation céréalière près de Cabri, en Saskatchewan, où il cultive divers types de grandes cultures.

Vous voulez plus qu'une simple odeur de tracteur neuf

Vous voulez le tracteur neuf lui-même

Vous obtiendrez du financement rapidement et facilement lorsque vous achetez ou louez de l'équipement par l'entremise de FAC. Financez de l'équipement neuf ou d'occasion, directement au point d'achat, par téléphone, au moyen d'un réseau de concessionnaires d'équipement aux quatre coins du Canada. Profitez d'une plus grande flexibilité financière, d'un minimum de papiers à remplir et d'une plus grande satisfaction.

Composez le **1-800-510-6669** afin de discuter de vos besoins en matière de financement d'équipement.
fac.ca/equipement

Financement agricole Canada
Pour l'avenir de l'agroindustrie

Canada

Préparez-vous à la hausse des taux d'intérêt

Si, comme le croient de nombreux analystes, la période sans précédent et prolongée de taux d'intérêt exceptionnellement bas tire à sa fin, il est temps de mettre à jour vos stratégies à long terme en matière d'emprunts et de taux d'intérêt.

Le 19 juin 2013, la Réserve fédérale des États-Unis a déclaré qu'elle maintenait ses mesures de stimulation économique, qui consistent à acheter pour 85 milliards de dollars d'obligations chaque mois, mais en laissant entendre que ces mesures pourraient être resserrées en 2014 si la reprise économique du pays se poursuit. Cette allusion a suffi pour entraîner une légère hausse des taux d'intérêt à long terme.

Même si le taux directeur de la Banque du Canada est demeuré inchangé, les emprunteurs d'ici ont été touchés par la légère hausse des taux d'intérêt à long terme. En effet, bien que les taux variables soient fondés sur le taux du financement à un jour de la Banque du Canada, c'est le marché qui établit les taux fixes, comme l'explique Jean-Philippe Gervais, économiste agricole en chef à Financement agricole Canada (FAC).

« Les taux fixes pourraient grimper bien avant que les taux variables ne fluctuent de façon marquée, dit-il. Il ne faut donc pas tirer trop de conclusions de la stabilité des taux de la Banque du Canada. »

On risque peu de se tromper en prédisant une hausse des taux d'intérêt, car ils ne peuvent descendre plus bas. La question est de savoir à quel moment ils augmenteront, et de combien. La majorité des économistes prévoient que la hausse sera lente et modeste, mais rien n'est certain.

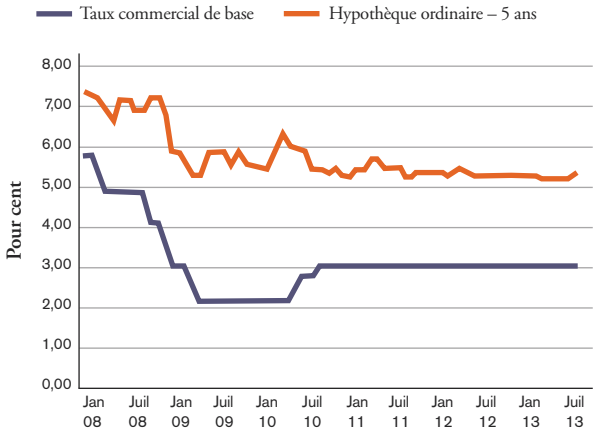
Après la période de taux élevés du début des années 1980, la dette agricole totale au Canada est demeurée assez stable à environ 23 milliards de dollars jusqu'en 1994. Depuis, la dette augmente annuellement.

Elle s'établissait à 38,8 milliards de dollars en 2000 et Statistique Canada estime qu'elle atteindra environ 72 milliards d'ici la fin de l'année 2013. Grâce à des résultats généralement solides, la vaste majorité des producteurs n'ont pas de difficulté à rembourser leur dette. Or, une hausse de taux, même légère, entraînera une importante augmentation de la dépense agricole.

Taux variable ou fixe?

Comme l'indique le graphique ci-dessous, la différence entre les taux d'intérêt variables et fixes évolue constamment.

Tendances des taux hypothécaires de 2008 à 2013



Source : Banque du Canada

Certains producteurs choisissent toujours les taux variables, et ce, même si les taux finissent par augmenter. Ils affirment qu'à l'exception de courtes périodes, les taux variables leur procurent les coûts d'emprunt les plus bas. Un taux fixe peut paraître avantageux pendant un certain temps, mais il devra un jour être renouvelé, et dans l'intervalle, les taux pourraient avoir augmenté.

« La majorité de mes prêts sont à taux variable », confie Shane Debock, céréaliculteur et éleveur de bovins de la région de Barrhead, en Alberta. « J'ai un prêt qui est à taux fixe parce qu'à l'époque où je l'ai contracté, les taux variables et fixes étaient équivalents. Mais, de façon générale, même lorsque les taux d'intérêt sont élevés, je crois que les taux variables sont plus avantageux. »

Curtis Hoffmann, un céréaliculteur d'Oyen, en Alberta, voit les choses d'un autre œil. « Personnellement, pour un prêt que je ne pourrai pas rembourser au cours des deux prochaines années, je choisis un taux fixe. » De cette façon, si les taux augmentent, il peut rectifier le tir sans trop de risque.

S'il est d'avis que les taux variables permettent parfois de réaliser des économies, il considère qu'ils sont risqués parce que les taux d'intérêt finiront bien par augmenter un jour.

Une approche structurée

On ne peut jamais être certain que le moment est bien choisi pour passer d'un taux variable à un taux fixe. Il n'y a pas non plus de moyen infaillible de savoir quelle durée choisir.

Vous pouvez toutefois atténuer votre risque en vous assurant de ne pas avoir trop de prêts dont les taux arrivent à échéance au même moment.

« On ne sait jamais quelle décision est la bonne lorsqu'il s'agit des taux d'intérêt », affirme Vern Wittig, qui a été prêteur commercial pendant des années avant de devenir producteur de céréales à temps plein dans la région de Quill Lake, en Saskatchewan. « Je pense qu'il est important de choisir des prêts à taux fixe en vous assurant que des parts égales de votre dette arrivent à échéance chaque année. »

Lorsqu'il contracte un nouveau prêt, M. Wittig opte pour un taux dont la durée ne correspond pas à celle des prêts qu'il a déjà. Il utilise la même stratégie lorsqu'il négocie des contrats de location de terres.

« Vous envisagez peut-être d'attendre que les taux commencent à grimper avant de passer à un taux fixe, mais c'est chose difficile dans un marché en hausse. Comme personne ne peut véritablement prévoir l'évolution des taux d'intérêt, n'y perdez pas tout votre temps. »

M. Wittig a un prêt d'exploitation qui est à taux variable, mais ses prêts pour l'achat de terres ou d'équipements sont toujours à taux fixe. Il craint que certains agriculteurs lourdement endettés aient de la difficulté à faire face à des hausses de taux.

Une stratégie plus élaborée

Choisir un taux fixe même si celui-ci est plus élevé que le taux variable revient à payer un supplément pour se protéger contre la hausse des taux d'intérêt. Il existe toutefois des mécanismes de protection qui permettent d'éviter de payer cette surcharge.

« Envisagez de faire l'acquisition d'un FNB (fonds négocié en bourse) qui offre un rendement inversément corrélé à celui des bons du Trésor américain, c'est-à-dire une position courte (FNB) par rapport à une position longue (bons du Trésor) », suggère Rob Rigetti, producteur de céréales de Moose Jaw, en Saskatchewan. Cette approche est efficace parce que les bons du Trésor des États-Unis se négocient à l'inverse des taux d'intérêt, souligne ce passionné des marchés financiers.

« Cette stratégie ne convient pas à tout le monde. Vous devez avoir des fonds disponibles et être disposé à traiter avec un courtier pour vous assurer d'acheter le bon produit », explique M. Rigetti. Il ajoute que cette approche n'est pas aussi viable si les taux d'intérêt aux États-Unis et au Canada divergent.

M. Gervais de FAC confirme que cette approche pourrait être efficace, mais souligne qu'elle complique la gestion du risque.

Analyse de sensibilité

Pour les producteurs qui sont considérablement endettés, il est important de calculer l'effet d'une hausse éventuelle des taux sur leurs flux de trésorerie et leur rentabilité. Quel serait l'impact d'une hausse de deux points de pourcentage? Et de trois ou quatre?

Muni de cette information et d'une bonne connaissance de vos plans d'avenir, vous serez mieux à même de concevoir des stratégies de taux d'intérêt appropriées.

Dette agricole totale au 31 décembre 2012

	(en milliards de dollars)
Canada	72,2 $
Ontario	19,1 $
Alberta	16,0 $
Québec	12,1 $
Saskatchewan	9,9 $
Manitoba	7,5 $
Colombie-Britannique	5,4 $
Atlantique	2,2 $

Source : Statistique Canada

PAR KEVIN HURSH

ARTICLE-VEDETTE

Apprendre à concilier travail et vie personnelle

La majorité d'entre nous a sans doute déjà dit, au cours de sa vie professionnelle : « Je termine ce truc d'abord, et ensuite je ferai une pause. »

« Ce truc » peut être n'importe quoi : ensemencer un champ, arroser un rang, saisir des chiffres dans un bilan. La liste est infinie. Dans une exploitation agricole, le travail n'est jamais terminé.

En outre, comme la majorité des fermes canadiennes sont des exploitations familiales, il peut être difficile de quitter le bureau et de laisser les problèmes derrière.

Kerry Froese est éleveur de poulets à griller à Abbotsford, en Colombie-Britannique, ainsi que président de la Table pancanadienne de la relève agricole. Pour lui, la ferme et la maison sont indissociables.

« L'agriculture, c'est ma vie, déclare l'homme de 36 ans. C'est ce que je fais, ce que je suis. » Mais, pour sa santé et celle de sa famille, M. Froese sait qu'il est important de faire consciemment une coupure. « Lorsque je rentre à la maison, je m'efforce de laisser les problèmes à l'extérieur. Il est important de ne pas mêler travail et vie personnelle », ajoute-t-il.

Patricia Katz, stratège en matière d'équilibre travail-vie personnelle de Saskatoon, en Saskatchewan, affirme que faire la coupure entre le travail et la maison permet aux producteurs agricoles de se revigorer et peut se révéler essentiel pour éviter l'épuisement professionnel et réduire le stress.

« Si vous vous autorisez un moment de repos seulement lorsque vous avez terminé votre travail, vous devez modifier votre perception à l'égard des pauses, dit Mme Katz. Une pause qui vous permet de vous ressourcer est un investissement dans votre capacité de continuer et non une récompense pour le travail accompli. »

Les agriculteurs disent toujours qu'ils feront une pause après avoir atteint un objectif précis, dit-elle, mais chemin faisant, ils se laissent distraire par d'autres tâches. Mme Katz recommande plutôt de planifier une journée de congé par semaine, peu importe le travail accompli.

« Ce n'est pas une question de mérite ou d'être prêt ou non à prendre une journée de congé, dit-elle. Nous devons cesser d'attendre d'être au bout du rouleau et prévoir de petites pauses pendant le travail. Et s'il semble impossible de prendre une

journée complète, commencez par des pauses de cinq minutes, puis augmentez à 15, puis à une heure, et ainsi de suite. »

Glen Blahey, spécialiste en santé et sécurité agricoles à l'Association canadienne de sécurité agricole, partage cet avis.

« À trop vouloir achever un travail, on néglige parfois son propre bien-être, observe M. Blahey. Les producteurs ont tendance à repousser leurs limites et à s'abstenir de faire une pause. Ils en viennent alors à négliger certains éléments essentiels d'une bonne santé, comme une alimentation saine et une hydratation adéquate. »

« Les agriculteurs ne peuvent être déterminés à terminer un travail au point de négliger leur propre bien-être. Prendre soin de sa santé est un élément crucial de l'équilibre travail-vie personnelle, souligne-t-il. Il est bon de descendre de votre tracteur de temps à autre pour vous réhydrater et prendre une bouchée. »

M. Blahey note aussi que durant les périodes occupées comme les semailles, la pulvérisation ou la récolte, une pause de mi-journée et une petite sieste sont très bénéfiques.

« Vous devriez éviter de travailler 18 ou 20 heures par jour sans vous accorder une période pour refaire le plein », dit-il.

Pour certains, cependant, c'est peut-être plus facile à dire qu'à faire. L'agriculture semble attirer les gens qui ont une solide éthique du travail et nombreux sont ceux qui considèrent inconcevable de faire une pause avant qu'une tâche soit achevée.

C'est dans ces situations que les partenaires peuvent être appelés à jouer un rôle important, indique Mme Katz. Qu'il s'agisse d'un associé, d'un conjoint, d'un enfant, d'un frère ou d'une sœur ou encore d'un parent, le simple fait d'apporter un café ou un repas chaud à un producteur en plein travail et de prendre le temps de bavarder un moment avec lui peut représenter une occasion opportune de faire une pause et de donner un répit au producteur.

La technologie est souvent évoquée pour expliquer la hausse du niveau de stress et l'augmentation des heures de travail de nombreux Canadiens, qu'ils soient agriculteurs ou non. L'omniprésence de la technologie et le fait d'être branché en permanence font qu'il peut être difficile de se déconnecter du travail. Kerry Froese, pour sa part, a choisi de mettre la technologie à son service et c'est en grande partie grâce à celle-ci qu'il peut se libérer et prendre du temps pour relaxer.

« À l'ère de la technologie, nous pouvons nous assurer que tout est accompli sans avoir besoin d'être physiquement sur place », dit-il. Pour lui, des outils comme les caméras installées dans les bâtiments agricoles, la régulation du climat et l'alimentation informatisée sont des avantages technologiques qui lui permettent de s'absenter de la ferme pour prendre une pause.

Cependant, certains aspects du travail à la ferme ne peuvent être remplacés par la technologie, souligne-t-il. Pour cette raison, il est essentiel d'avoir des employés fiables qui peuvent s'occuper de l'exploitation en son absence, précise M. Froese. Il en va de même lorsqu'on doit travailler de longues heures pour accomplir des tâches qui ne peuvent être reportées.

« Il est essentiel d'avoir une bonne équipe, des technologies efficaces, et d'être prêt à effectuer le travail quand il doit être fait », poursuit M. Froese.

Les experts s'entendent pour dire qu'il est indispensable de fixer des limites et de faire des pauses plusieurs fois durant la journée et pendant certaines tâches, mais ils portent aussi un regard d'ensemble sur la vie à la ferme et sur l'importance de prévoir des temps d'arrêt dans l'horaire de la ferme.

Pour Mme Katz, cela signifie trouver des moyens de relaxer pendant des périodes prolongées. Nous avons tous des façons différentes de refaire le plein et certains producteurs agricoles se ressourcent en faisant des choses qui n'ont absolument rien à voir avec l'agriculture, alors que d'autres préfèrent bricoler dans l'atelier, nettoyer la grange ou pelleter la neige dans la cour.

Dans le même ordre d'idées, un producteur extroverti qui passe ses journées seul sur un tracteur adorera peut-être prendre des bains de foule, tandis qu'un producteur introverti qui passe sa journée en réunion se détendra en allant s'occuper des animaux.

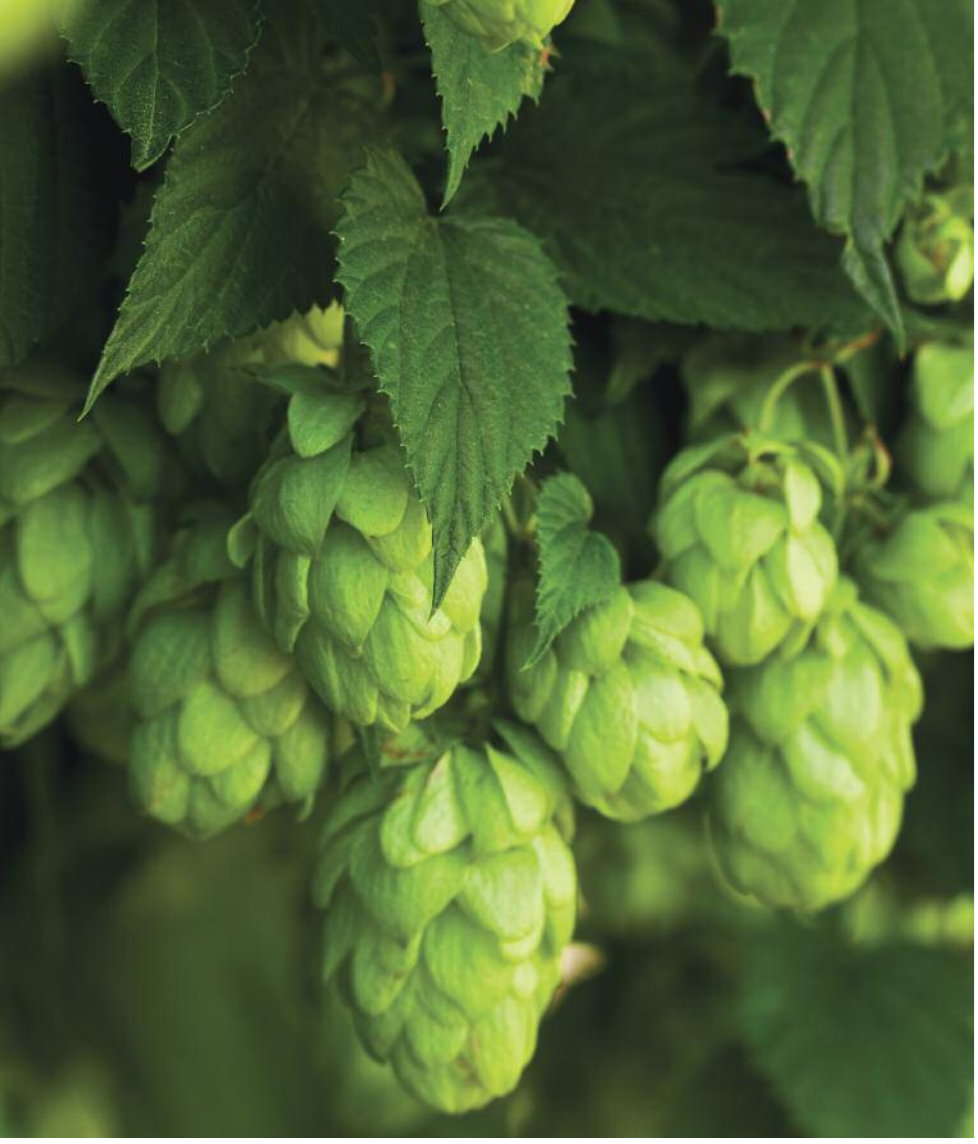
Pour les personnes qui ont la tête pleine d'idées et qui ont de la difficulté à mettre leur cerveau en veilleuse, Mme Katz suggère les hobbies qui demandent une concentration totale et qui, de ce fait, créent une distraction complète. En fait, chacun doit trouver « l'activité qui lui permet de refaire le plein », résume-t-elle.

Toutefois, il peut être difficile de trouver la forme de relaxation parfaite lorsqu'on manque de pratique. Elle suggère aux agriculteurs d'essayer de faire quelque chose qu'ils ont toujours rêvé de faire « un jour », ou d'opter pour des activités qu'ils faisaient avant que le travail à la ferme devienne si prenant.

C'est un fait. Faire une pause, qu'il s'agisse de prendre une heure pour dîner, d'entreprendre un nouveau hobby, ou de savourer la régularité des travaux agricoles de routine, est bénéfique pour la santé personnelle, de même que pour le bien-être de l'entreprise agricole et de la famille.

Vidéo : Voyez pourquoi il est bon d'investir dans des vacances pour votre santé, vos relations et l'efficacité de votre gestion.
fac.ca/agrisuccesNov2013

PAR **ALLISON FINNAMORE**



Le houblon présente des exigences uniques en matière de gestion, de production et de récolte.

ARTICLE-VEDETTE

Le houblon, une culture prometteuse pour les cultivateurs de l'Ontario

Même les Ontariens, pourtant de fervents adeptes du mouvement en faveur des aliments locaux, ont été stupéfaits lorsque la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) a annoncé une hausse spectaculaire de 45 % des ventes de bières artisanales en 2012, surtout que l'industrie de l'alcool est assez prévisible et que les hausses des ventes se calculent généralement en points de pourcentage. Produites par les microbrasseries, les bières artisanales sont considérées comme un prolongement du mouvement en faveur des aliments locaux et leur popularité connaît la même croissance exponentielle.

L'engouement pour les bières artisanales crée des débouchés pour les 30 cultivateurs de l'Ontario qui produisent du houblon sur de petites surfaces pour ce nouveau marché. Le houblon, tout comme l'orge de brasserie, est un ingrédient clé de la bière. Il lui confère une saveur et un arôme distinctifs qui en font la signature des 47 brasseurs artisanaux de la province. D'ailleurs, la variété de houblon et le degré de « houblonnage » représentent dans bien des cas la caractéristique la plus reconnaissable de la bière et des campagnes publicitaires entières y sont consacrées.

Nous achèterions sans hésiter du houblon de l'Ontario

Les producteurs de l'Ontario ont encore beaucoup de chemin à parcourir avant de pouvoir répondre aux besoins des brasseurs artisanaux. C'est pourquoi la plus grande partie du houblon est actuellement importée des États-Unis sous forme séchée. Toutefois, la demande de houblon local de la part des brasseurs existe assurément. « Nous achèterions sans hésiter du houblon de l'Ontario, déclare Mike Laba, directeur du marketing de Muskoka Brewery à Bracebridge, en Ontario. Les fournisseurs sont porteurs d'immenses promesses. »

La tâche est colossale, car la culture du houblon exige beaucoup de temps et d'argent : le coût de démarrage se situe entre 8 000 $ et 17 000 $ par acre et il faut trois ans avant que les tiges de houblon (appelées « sarments ») parviennent à maturité et commencent à produire les cônes qui contiennent les fruits. En outre, le houblon présente des exigences uniques en matière de gestion, de production et de récolte.

En effet, le houblon pousse sur des treillis de bois de 5 à 6 mètres de hauteur, doit être taillé régulièrement et se récolte à l'aide d'un équipement spécialisé. Et une fois récolté, il demande un traitement délicat.

Le houblon frais et « humide », celui qui suscite l'intérêt des microbrasseurs, doit être traité dans les 24 heures sinon la qualité diminue rapidement. S'il est destiné au marché du houblon sec (règle générale, les grandes brasseries), il doit être séché correctement et emballé.

Comme pour les autres ingrédients locaux, la qualité et l'uniformité sont primordiales, affirme Evan Elford, spécialiste du développement des nouvelles cultures au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et au ministère des Affaires rurales de l'Ontario.

« Notre plus gros défi à mesure que l'industrie se développe est de veiller à commercialiser chaque année un produit de qualité et de nous assurer que les brasseurs et les consommateurs sont satisfaits du produit », dit-il.

M. Elford fait partie d'une équipe de spécialistes de la province qui conduit actuellement un projet de recherche étalé sur trois ans qui comporte des essais au champ ainsi qu'un sondage auprès des cultivateurs et des brasseurs afin de mieux comprendre les besoins du secteur.

« Nous devons être conscients du fait que les exigences des brasseurs changeront à mesure que les styles de brasserie évolueront. Ainsi, nous cherchons non seulement à connaître la situation actuelle de l'industrie, mais aussi son orientation future », explique-t-il.

Les producteurs ont besoin d'aide pour soutenir le potentiel du secteur. Seulement six membres de la jeune Association des cultivateurs de houblon de l'Ontario, qui réunit presque tous les 30 producteurs spécialisés, sont des agriculteurs à temps plein. La majorité des membres produisent du houblon sur des superficies d'un ou deux acres et consacrent la plus grande partie de leur temps à un travail à l'extérieur de la ferme.

Par exemple, la vice-présidente de l'association, Melanie Doerksen, est chef cuisinière et professeure. Elle coordonne le programme d'art culinaire artisanal du Fanshawe College à London, en Ontario, à environ une heure de la ferme de 40 acres de la région de Delhi dont elle et son mari, Tim Wilson, sont propriétaires depuis trois ans.

Mme Doerksen appuie activement le mouvement en faveur des aliments locaux et prévoit utiliser sa production de houblon pour lancer une nouvelle entreprise, soit une brasserie à la ferme encore plus petite qu'une microbrasserie, et qu'on appelle une nanobrasserie, qui offrira des produits fabriqués en petite quantité non destinés à la vente dans les succursales de la LCBO. L'entreprise, qui portera l'appellation de Charlotteville Brewing Company, comptera un restaurant et pourrait ouvrir ses portes dès 2015.

Mme Doerksen et M. Wilson vont doubler leur superficie de houblon afin de disposer d'une réserve pour leur nanobrasserie.

« Nous commençons à petite échelle, mais il n'existe pas beaucoup de nanobrasseries. Alors si nous sommes capables de servir de la bonne nourriture et de la bonne bière, nous aurons du succès », prévoit Mme Doerksen.

Par ailleurs, l'un des plus importants cultivateurs de houblon de la région, Remi Van de Slyke, est incapable de suffire à la demande. Il a commencé à produire du houblon il y a huit ans, à l'époque où les bières locales en étaient encore à leurs premiers balbutiements. Depuis, il est devenu l'un des quelques actionnaires d'une microbrasserie appelée Railway City Brewing Company, près de St. Thomas.

De plus en plus prisés, les produits de cette microbrasserie, comme la bière Dead Elephant, à base de houblon de la variété Cascade produit à la ferme de M. Van de Slyke, se vendent maintenant dans les succursales de la LCBO.

M. Van de Slyke envisage l'industrie du houblon d'un œil positif. « Dans cette région, nous avons un climat et des sols propices et nous bénéficions de la demande des microbrasseries. De plus, les cultivateurs d'ici produisent exactement le type de culture recherché, dit-il. Nous sommes très optimistes. »

PAR OWEN ROBERTS
Originaire de Mitchell's Bay, en Ontario, Owen Roberts enseigne la communication agricole au Collège agricole de l'Ontario de l'Université de Guelph, où il est aussi directeur de la communication de la recherche.

« Grâce à Analyste AgExpert, nous savons où investir notre argent. »

– Marie-Hélène Neeb

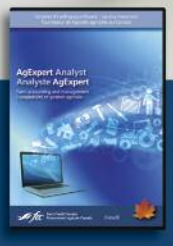
Pour avoir une meilleure connaissance de votre exploitation

Saisissez vos données et laissez le logiciel faire le travail. Faites le suivi de vos revenus et dépenses, de la TPS et de vos stocks, et déterminez quel est votre coût de production exact. Grâce à la production de tant de rapports, vous aurez une meilleure connaissance de votre exploitation.

1-877-721-0064 | logicielsfac.ca

Financement agricole Canada
Pour l'avenir de l'agroindustrie

Canada



1

DEMANDEZ À UN EXPERT

Il faut intensifier la recherche sur **les techniques de pulvérisation,** selon un expert

Tom Wolf, spécialiste renommé dans le domaine de la pulvérisation, répond à certaines des questions les plus fréquentes sur le sujet.

Quelles questions les producteurs vous posent-ils le plus souvent au sujet de la pulvérisation?

C'est très simple : tout le monde veut savoir quelles buses utiliser. Je constate un intérêt marqué pour les questions de couverture et de dérive, qui dépendent en grande partie de l'utilisation de la buse, du niveau de pression et du volume appropriés. Après avoir demandé aux producteurs quels produits ils utilisent, quelle est leur vitesse de déplacement et s'il y a d'autres facteurs à considérer, nous arrivons habituellement à trouver une buse à faible dérive qui répond parfaitement à leurs besoins. On m'interroge aussi sur les traitements fongicides, notamment sur l'utilisation de buses doubles et de volumes d'eau plus élevés.

Les opérateurs de pulvérisateurs sont préoccupés par la pénétration du couvert végétal et la couverture. Nous sommes aussi témoins d'une vaste offensive des sociétés membres de CropLife en matière de fongicides et de nombreux producteurs des parties traditionnellement plus arides des Prairies font face à ce fléau pour la première fois.

Quelles sont les principales idées fausses au sujet des buses et de la pulvérisation?

Il y a des gens dans l'industrie qui persistent à croire qu'il existe une buse ou un pulvérisateur leur permettant de se déplacer rapidement, en utilisant peu d'eau et sans qu'il y ait dérive des particules de pulvérisation. Malheureusement, une telle méthode d'application n'existe pas sur notre marché. Si nous réduisons la quantité d'eau utilisée, nous devons aussi réduire le jet afin de continuer à couvrir la même surface, ce qui peut provoquer la dérive et l'évaporation des particules. Des déplacements à grande vitesse peuvent aussi entraîner la dérive des particules, en plus de provoquer de la poussière et de nuire à la pénétration du couvert végétal. On règle habituellement le problème de dérive en utilisant un jet plus fort, mais il faut alors plus d'eau. Nous devons donc user de bon sens et nous en tenir aux meilleures pratiques de l'industrie.

Vous avez dit que le système d'application idéal n'existe pas « sur notre marché ». Que nous manque-t-il?

La technologie pneumatique. Lorsqu'elle est conçue et mise en œuvre correctement, comme c'est le cas dans d'autres pays, la technologie pneumatique permet de réduire la dérive des fines gouttelettes et d'améliorer la pénétration du couvert végétal. Il est vrai que cette technologie comporte certains défis, mais pour une raison que j'ignore, elle ne s'impose pas dans l'industrie agricole nord-américaine. Nous avons aussi laissé de côté les écrans anti-dérive, qui nous permettaient de réduire la dérive des fines particules de pulvérisation, mais qui ne sont pas compatibles avec les rampes de pulvérisation à haute vitesse dont nous raffolons actuellement. En Europe, par exemple, de nouveaux appareils sont munis d'écrans novateurs qui ouvrent le couvert végétal et réduisent la dérive, mais ceux-ci ne semblent être utilisés qu'à basse vitesse. Il faudrait donc que les fabricants de pulvérisateurs concentrent davantage leurs recherches sur l'amélioration de la rampe plutôt que sur la transmission et la suspension des appareils.

À quel rythme les techniques de pulvérisation évoluent-elles?

À l'instar des techniques d'ensemencement et de récolte, les techniques de pulvérisation évoluent et sont adoptées à un rythme que les programmes de recherche sont incapables de suivre. J'ai commencé dans ce secteur il y a 25 ans, avant l'avènement des pulvérisateurs automoteurs, à l'époque où les écrans anti-dérive étaient une nouveauté, que nous avions une rampe à deux tronçons (à droite et à gauche) et qu'un seul fabricant de buses détenait la plus grande part du marché avec seulement quelques produits différents. Il existe maintenant d'innombrables types de buses et nous pouvons régler le débit, compenser pour les virages et plus encore. Malgré tout, ces changements n'ont pour la plupart qu'une incidence marginale. Mis à part la buse à faible dérive et la modulation de la largeur d'impulsion pour régler le débit, qui ont fait leur apparition en 1996, toutes ces nouveautés n'ont rien de révolutionnaire. En accentuant un peu plus les recherches en génie sur l'atomisation, nous assisterions à des nouveautés palpitantes dans un avenir proche. Mais ce sont les producteurs qui doivent créer cette demande.

À qui les producteurs devraient-ils s'adresser pour obtenir des réponses à leurs questions?

Au cours des 25 dernières années, nous avons assisté à une démobilisation généralisée des efforts de recherche sur les techniques de pulvérisation. Nous avons d'excellents programmes techniques au Ag Tech Centre de Lethbridge, en Alberta, ainsi qu'au campus de Ridgetown de l'Université de Guelph, en Ontario, mais notre pays compte 100 000 producteurs répartis sur cinq fuseaux horaires et qui utilisent une panoplie de systèmes culturaux. Nous avons une industrie agricole florissante et très dynamique, qui offre quantité de débouchés, compte de nombreux jeunes et requiert une bonne dose d'apprentissage. Les producteurs doivent clamer haut et fort que ces recherches sont nécessaires et importantes.

TOM WOLF

Tom Wolf a étudié les techniques de pulvérisation pendant 25 ans en tant que chercheur scientifique à Agriculture Canada. Aujourd'hui chercheur indépendant établi à Saskatoon, en Saskatchewan, il mène des recherches sur la pulvérisation et donne de la formation partout au Canada. Suivez @nozzle_guy sur Twitter.

PHOTO / page précédente : 1 – Tom Wolf, le spécialiste de la pulvérisation

Ne sous-estimez pas
le risque d'invalidité

Les types d'assurances que les producteurs agricoles souscrivent sont révélateurs de leur perception du risque. En effet, si la majorité d'entre eux ont une assurance contre l'incendie, ils sont bien moins nombreux à souscrire une assurance-invalidité. Pourtant, le risque de subir une blessure dans un accident à la ferme est beaucoup plus élevé que celui de voir une grange ou un hangar partir en fumée.

Selon Brian Burlacoff, planificateur financier agréé de la Sun Life, le fait de ne pas souscrire une assurance-invalidité peut avoir de graves conséquences, surtout s'il y a des dettes en jeu. En effet, non seulement un accident peut entraîner la perte du revenu familial et une diminution des rentrées de fonds nécessaires aux activités de l'exploitation, mais le producteur risque aussi de ne pas être en mesure de rembourser ses prêts.

L'assurance-invalidité ne remplace pas l'assurance-vie, souligne M. Burlacoff, mais elle procure au producteur un revenu d'appoint pendant qu'il est dans l'incapacité de travailler. Il ajoute que même si les prestations d'invalidité ne comblent pas entièrement les pertes de revenu, les prêteurs sont plus susceptibles de faire preuve d'indulgence s'ils voient que le producteur touche un certain revenu durant sa période de rétablissement.

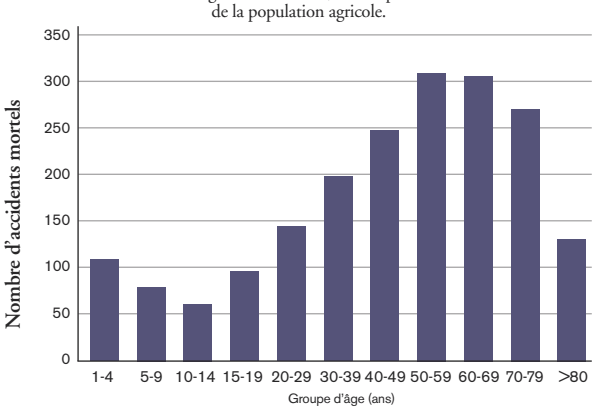
Les risques sont particulièrement élevés en agriculture, surtout chez les hommes, parce que ce secteur d'emploi se classe invariablement parmi les premiers au chapitre des accidents et des décès liés au travail (parallèlement aux secteurs de la fabrication et de la construction). Ces risques augmentent d'ailleurs de façon exponentielle (jusqu'à 5 à 10 fois la moyenne canadienne) lorsque l'âge des producteurs dépasse 50 ans.

Les agriculteurs courent aussi un risque de 5 à 10 % de subir une blessure non mortelle chaque année, soit une blessure nécessitant des soins médicaux ou entraînant une perte de temps productif. C'est cinq fois plus élevé que la moyenne canadienne. L'Organisation internationale du travail attribue d'ailleurs aux agriculteurs un indice de risque relatif de 2,1 (comparativement à seulement 0,2 pour les employés de bureau), ce qui confirme qu'un travail exigeant physiquement est plus susceptible d'entraîner des blessures.

Si le prix d'une assurance est en grande partie déterminé par le type et le montant de la protection, M. Burlacoff indique que la quantité de travail physique qu'un producteur accomplit aura aussi une incidence sur les primes individuelles. Plus un agriculteur passe du temps à gérer et à superviser les employés qui accomplissent le travail physique, moins le risque d'accident de travail est élevé. Par conséquent, les prix seront potentiellement moins élevés.

Taux d'accidents mortels en milieu agricole en fonction du groupe d'âge de 1990 à 2008

Le taux de mortalité global était de 21,9 décès par 100 000 membres de la population agricole.



Source : Surveillance des blessures dans le secteur agricole au Canada (SBAC)

Malgré tout, la majorité des gestionnaires d'exploitation agricole accomplissent une part de travail physique. Telle est la nature du travail à la ferme. Comme les producteurs sont habituellement des propriétaires-exploitants et qu'ils ne sont généralement pas protégés par les régimes provinciaux d'indemnisation des accidents du travail (ou ne le sont pas adéquatement), l'assurance-invalidité est un outil important pour atténuer les conséquences d'un accident à la ferme. Comme ces conséquences peuvent être très graves, les agriculteurs ne devraient donc pas prendre le risque d'invalidité à la légère.

PAR **HUGH MAYNARD**

Hugh Maynard est un spécialiste de la communication dans le domaine agricole qui vit à Ormstown, au Québec. Il détient un diplôme en gestion agricole du Collège Macdonald de l'Université McGill. Il est aussi un journaliste et un communicateur chevronné.

SÉCURITÉ À LA FERME

Le nombre de décès en milieu agricole est en baisse, mais demeure trop élevé

Les chiffres ne mentent pas. Mais selon la source d'où ils proviennent, ils peuvent brosser des portraits bien différents.

Prenons la sécurité au travail, par exemple.

D'après une étude récente de Statistique Canada, l'agriculture n'est pas le secteur d'emploi le plus dangereux au Canada si on tient compte à la fois des décès et des accidents survenus en milieu de travail. Ce titre peu flatteur revient au secteur de la transformation, suivi de près par les secteurs de la construction et du transport.

Cependant, si on tient compte uniquement des décès, comme l'a aussi fait Statistique Canada, on observe que c'est en agriculture qu'on trouve le pourcentage le plus élevé des quelque 12 000 Canadiens décédés au travail au cours de la dernière décennie.

Ces conclusions font toutefois contraste aux résultats d'un autre rapport récent, produit par le programme Surveillance des blessures dans le secteur agricole au Canada (SBAC), une source de données nationales sur les blessures en milieu agricole financée par le gouvernement fédéral, d'après lequel le nombre de décès à la ferme a chuté de près de 30 % au cours de la même période.

Intitulé *Accidents mortels en milieu agricole au Canada de 1990 à 2008 : Un résumé de 19 années de données sur les blessures* (cair-sbac.ca), le rapport indique qu'il s'est produit en moyenne 118 accidents mortels par an dans les fermes canadiennes durant les années 1990.

Cela représente un décès à la ferme tous les trois jours.

Après l'an 2000, toutefois, le nombre moyen de décès par année a diminué à 89.

« Bien que notre objectif soit de zéro décès, les nouveaux chiffres sont encourageants », a déclaré Marcel Hacault, directeur général de l'Association canadienne de sécurité agricole.

« Nous assistons de toute évidence à un engagement plus important à l'égard de la sécurité dans les fermes. Les agriculteurs commencent à intégrer des plans de sécurité dans leur entreprise et nous constatons un intérêt accru pour les cours de formation sur la sécurité à l'intention des employés du secteur agricole. »

« Il faut beaucoup de temps pour changer la mentalité des gens à l'égard de la sécurité, ajoute M. Hacault. Mais il reste que ces chiffres indiquent des progrès. »

Les exploitants agricoles doivent toutefois éviter de relâcher leur vigilance, en particulier les agriculteurs âgés, les producteurs qui ont des enfants et les propriétaires-exploitants qui ont des employés.

Même si ce sont les agriculteurs âgés de 50 à 59 ans et de 60 à 69 ans qui comptent le plus de décès durant la période de l'étude de SBAC (312 et 309 décès respectivement), le groupe d'âge qui affiche le taux de mortalité le plus élevé (décès exprimés en pourcentage du nombre total) est celui des 80 ans et plus (130 décès).

Les enfants de propriétaires-exploitants comptaient pour 14 % des victimes et les travailleurs embauchés, 11 %.

Les accidents liés à la machinerie, en particulier les renversements, les écrasements et les enchevêtrements dans une machine, représentaient près de 70 % des accidents mortels en milieu agricole survenus au Canada durant la période à l'étude, soit 1 381 accidents.

Les blessures mortelles causées par un animal ou un objet, les noyades (impliquant principalement des enfants), les chutes et l'exposition à des substances toxiques sont à l'origine des 594 autre décès répertoriés, soit les 30 pour cent qui restent.

Il convient de mentionner que les tracteurs étaient en cause dans 37 % de tous les décès en milieu agricole.

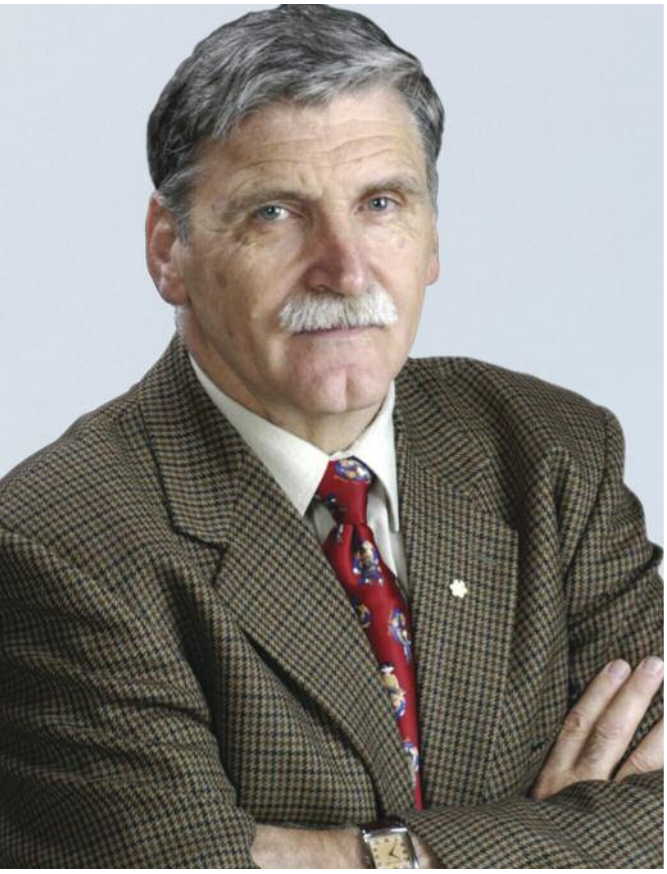
Ainsi, même si les chiffres indiquent une certaine amélioration, il est nécessaire de continuer à souligner l'importance de la sécurité en milieu agricole.

PAR **MARK CARDWELL**

Mark Cardwell est écrivain et journaliste pigiste et il vit dans la région de Québec. Il est le correspondant régulier d'une douzaine de journaux, de magazines et de publications spécialisées au Canada, aux États-Unis et en Europe.

Joignez-vous à nous lors des Forums FAC,

nos événements les plus enlevants de l'année!



Roméo Dallaire, tête d'affiche des forums FAC de cette année

Chaque année, les Forums FAC qui se tiennent dans chaque province réunissent des conférenciers fantastiques et l'industrie agricole canadienne. Si vous n'avez jamais assisté à un forum, saisissez cette occasion pour vous tenir au courant des sujets de l'heure. L'inscription est gratuite et le dîner est inclus.

Roméo Dallaire

L'honorable lieutenant-général à la retraite

Le lieutenant-général Dallaire est un vrai héros et l'un des soldats canadiens les plus décorés. Il est surtout reconnu pour son courage, sa compassion et son intégrité; des qualités qui lui ont valu la prestigieuse Croix du service méritoire pour le travail qu'il a accompli au Rwanda. Orateur convaincant, il présente un récit passionné et instructif portant sur le courage, la conviction, l'aspect humain du leadership, le travail d'équipe et l'altruisme en s'inspirant directement de ce qu'il a vécu au sein des Forces canadiennes.

Il a reçu plusieurs honneurs militaires et décorations civiles; il est notamment Officier de l'Ordre du Canada et Grand officier de l'Ordre national du Québec. M. Dallaire a été nommé au Sénat canadien en 2005.

M. Dallaire dénonce le génocide et le recours aux enfants soldats dans ses livres *J'ai serré la main du diable et Ils se battent comme des soldats, ils meurent comme des enfants.*

Jean-Philippe Gervais

Économiste agricole en chef

À titre d'économiste agricole en chef à FAC, Jean-Philippe Gervais a parcouru le pays afin d'aborder les liens qui existent entre l'économie, l'agriculture et l'agroalimentaire. Avant de se joindre à FAC, M. Gervais était professeur d'économie agricole à la North Carolina State University. Il a également enseigné à l'Université Laval. Il est aussi le président de la Société canadienne d'agroéconomie.

Grâce à ses 18 années d'expérience en analyse des marchés intérieurs et internationaux, M. Gervais vous aidera à tirer profit des possibilités de croissance pour votre entreprise et à cerner des enjeux auxquels fait face l'industrie agricole.

Sylvain Boudreau

Conférencier spécialiste de la motivation

Conférencier et communicateur émérite, M. Boudreau est convaincu de l'influence que l'attitude peut avoir sur notre vie. Il vous montrera comment donner le meilleur de vous-même et inspirer les autres autour de vous. Il vous expliquera notamment comment vous servir de votre position privilégiée à titre de propriétaire de « Moi inc. » pour franchir de nouveaux sommets dans vos réalisations

Laissez-vous inspirer. Inscrivez-vous à un forum qui aura lieu près de chez vous sur fac.ca/forums.

Les forums qui auront lieu en anglais aux quatre coins du Canada mettent en vedette Rick Hansen, Michelle Painchaud et Greg Johnson. Visitez fac.ca/forums pour connaître les dates et les lieux des forums.

Exprimez votre agrifierté!

C'est à vous de raconter la véritable histoire de l'agriculture canadienne

La plupart d'entre nous voient les excellentes occasions qu'offre l'agriculture et sont d'avis que l'avenir de notre industrie s'annonce prometteur. Nous sommes toutefois de nature plutôt humble et lorsque nous nous exprimons, c'est souvent pour défendre notre industrie. Pour que celle-ci réalise son plein potentiel, nous devons prendre les devants et ne pas avoir peur de raconter l'histoire positive de l'agriculture. Et tout ce qu'il faut, c'est le désir d'exprimer votre agrifierté au monde entier.

Nous sommes conscients qu'il existe des défis en agriculture que nous ne devons pas négliger. Cependant, nous devons informer les gens que l'industrie agricole est une industrie vitale et avant-gardiste qui regorge de possibilités, que nous nous préoccupons de l'environnement, que nous avons à cœur de produire des aliments sains et salubres pour la population mondiale grandissante et que nous avons des faits à l'appui de notre message.

Voici quelques exemples :

Il y a d'excellentes possibilités de carrière dans l'agriculture au Canada

L'industrie agricole et agroalimentaire soutient un emploi sur huit au Canada. En Ontario, trois emplois attendent chaque titulaire d'un diplôme en agriculture.

L'industrie agricole se soucie de l'environnement et de la gestion des ressources

Il faut aujourd'hui 50 000 fois moins de gallons d'eau pour faire pousser un acre de maïs qu'en 1990.

Le Canada est un leader mondial en agriculture

Le Canada est le premier producteur mondial de canola, de pois, de lentilles, de graines de moutarde, de bleuets sauvages et de graines de lin.

L'industrie agricole n'est pas dirigée par de grandes exploitations constituées en société

Les fermes familiales représentent 98 % des fermes canadiennes.

Les aliments canadiens sont abordables et salubres

Le Canadien moyen a consacré environ 10 % du budget de son ménage à l'alimentation en 2009, en baisse par rapport à 19 % dans les années 1960.

L'agriculture, plus que jamais est une cause qui vise à mobiliser l'industrie agricole dans le but d'améliorer les perceptions, de dissiper les mythes et de susciter un dialogue positif à l'égard de l'agriculture canadienne. Ensemble, nous pouvons faire connaître les faits, les histoires et la réalité des personnes qui rendent notre industrie si unique.

C'est à chacun d'entre nous de montrer notre agrifierté, et c'est plus facile que vous le pensez : visitez le site **AgriculturePlusQueJamais.ca** pour découvrir comment vous pouvez contribuer à cette cause.

L'agriculture *plus que jamais*

Pour modifier votre abonnement, envoyez un courriel à info@AgriSucces.ca ou composez le 1-888-332-3301.

Retourner les exemplaires non distribuables à :
Financement agricole Canada
1800, rue Hamilton
Regina (Saskatchewan) S4P 4L3

Postes Canada, numéro de convention 40069177